

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 7 février 2022

Une société qui craque : imposons l'urgence anticapitaliste

Avec ses 500 parrainages, Emmanuel Macron est déjà qualifié avant même d'être officiellement candidat, en campagne gratuitement sans avoir à faire de bilan. La gauche, elle, additionne ses candidats, mais en se soustrayant depuis bien longtemps à la critique de sa base populaire. La droite, avec Péresse, se sent revivre avec des recettes qui n'ont jamais profité aux milieux populaires. Et, en embuscade, l'extrême droite se clone, mais tout en donnant le ton de la campagne, promettant une régression sociale aux airs de guerre civile.

On est quand même très loin des préoccupations quotidiennes des classes populaires, cernés que nous sommes par le prix de l'essence, les loyers inaccessibles, les salaires gelés, les droits sociaux massacrés – et la matraque garantie quand nous osons lever la tête.

Une société qui marche sur la tête

À écouter ou lire les informations, le gouvernement a réussi à relancer l'économie. De quoi, ou plutôt de qui parle-t-on au juste ? Selon le Crédit suisse, la France, avec près de deux millions de millionnaires, se situe au quatrième rang mondial. Les 10 % les plus aisés concentrent près de 60 % de la richesse totale. De l'autre côté, d'après la Fondation Abbé-Pierre, 300 000 personnes sont sans logement, 4 millions non ou mal logées et 14 millions fragilisées par la crise du logement. L'association Familles rurales, elle, calcule que les produits frais ont augmenté de 9 %, atteignant des niveaux inaccessibles pour les familles les plus modestes. Et sont dénoncées au grand jour la façon dont les Ehpad privés transforment en profits prodigieux la dépendance des anciens traités de façon honteuse dans leurs murs.

Les millionnaires ont de quoi apprécier le bilan de Macron ! Mais aussi celui de la gauche gestionnaire et de la droite qui se sont succédé aux affaires depuis trois décennies et dont la politique de Macron est l'expression la plus achevée.

Leur gauche de gouvernement, et le camp des travailleurs

Face aux mensonges de Macron sur les miracles qu'il aurait accomplis, face aux discours sécuritaires de la droite et à la quête de boucs émissaires de l'extrême droite, à gauche, on agite le chiffon rouge d'un second tour entre Macron et Zemmour ou Le Pen. Il faudrait tout faire pour qu'un candidat de gauche soit présent au second tour face à Macron.

La gauche institutionnelle est mal en point ? Mais Hidalgo est plombée par le triste bilan de ceux qui l'ont précédée ! Jadot ne propose rien qui concerne directement les classes populaires et multiplie les

discours sur la catastrophe écologique annoncée, forcément creux puisqu'il ne remet jamais en cause le système capitaliste qui en est responsable.

L'Union populaire de Mélenchon serait-elle la solution ? À en croire le principal intéressé, il serait le seul à gauche à pouvoir se qualifier pour le second tour. Un pari politique très loin d'être acquis ! Mais cela changerait-il quelque chose ? Car cette gauche qui se prétend radicale n'a pas rompu avec les expériences d'un passé qui a échoué. Mélenchon, ancien ministre de Jospin, se réclame de Mitterrand, celui-là même qui, le premier, a bloqué les salaires quand l'inflation était importante, inaugurant une série de reculs parfois négociés avec les organisations syndicales, toujours imposés aux travailleurs.

L'Union populaire de Mélenchon ne prépare pas le monde du travail à l'indispensable lutte que les travailleurs devront engager pour sortir la société d'un capitalisme mortifère : elle veut seulement le cantonner dans la protestation électorale. Mais la pauvreté, l'exploitation et la misère ne se combattent pas avec des discours : nous n'aurons que ce que nous prendrons.

Poutou, le candidat de notre camp social, celui des luttes



Alors, c'est quoi le vote utile ? Eh bien, celui qui fera passer ce message aux riches et aux politiciens qui les servent. Un score conséquent d'un candidat comme Philippe Poutou, même sans qu'il soit élu, forcerait les classes dirigeantes et leur représentant à l'Élysée à s'inquiéter de la colère ouvrière exprimée dans les urnes. Par crainte qu'elle s'exprime dans les usines et dans la rue.

La solidarité ça rapporte 250 € tous les mois

Suite à leur grève de 3 jours en janvier, les 16 nettoyeurs du sous-traitant ISS de la Peinture ont reçu une augmentation de salaire de 250 € nets. Nous sommes 3 000 ouvriers PSA à avoir des problèmes de salaires sur le site, l'union fait la force, nous aussi si on se mobilisait par la grève, on aurait de vraies augmentations générales.

On ne va pas se laisser promener par des menteurs !

Au Ferrage, suite à des évaluations, sur 8 salariés professionnels venant de l'usine de PSA Saint-Ouen (fermée début 2021), 1 seul salarié est sélectionné par la direction pour rester professionnel PSP. Les 7 autres n'auront droit qu'à des postes d'opérateurs.

Suite à la fermeture du site, un accord avait été signé par PSA qui l'oblige à donner aux professionnels de Saint-Ouen des postes équivalents à Poissy, ils sont venus avec cet engagement. La direction leur a menti : la formation dispensée a été insuffisante et les évaluations orientées pour amener à des échecs.

Le coffre-fort déborde... mais pas pour nous

Stellantis (PSA-Fiat) va rembourser un prêt de 6,3 milliards d'euros à l'État italien avec un an d'avance. Il avait été accordé en juin 2020 contre une promesse de ne pas supprimer d'emplois et de ne pas fermer d'usines avant 2023. Or, en Italie, Fiat vient d'annoncer 700 suppressions de postes et en France PSA veut encore en supprimer 2 600 en deux ans.

L'argent coule à flot pour les actionnaires parce qu'on ne prête qu'aux riches, pendant que le chômage continue de progresser !

La vraie négociation face au patron, c'est la grève

Mardi dernier, lors de la première journée de négociation sur les salaires, la direction a expliqué que l'année 2021 a été trop difficile, qu'il faut être prudent sur le montant des salaires 2022, l'avenir est incertain... bref il n'y a pas d'argent pour les salaires, 15 € l'année dernière, c'était déjà trop pour elle...

Les syndicats béni-oui-oui ont demandé 3 % d'augmentation générale, 35 € nets... C'est même pas un demi-plein de gasoil ! Sachant que l'inflation est de 2,8 %, ça revient à ne rien demander du tout... Les perroquets expliquent qu'il faut être raisonnable.

Le même jour, pour marquer le coup, une quarantaine de salariés de PSA Valenciennes se sont mis en grève. Une manière de s'adresser à tous les salariés du groupe, pour dire qu'il n'y a rien à attendre de ces négociations, nos salaires n'augmenteront que par la grève.

Prime à la casse de nos retraites

Les syndicats béni-oui-oui cherchent à calmer la colère des ouvriers en promettant une grosse prime d'intéressement-participation, mais cette prime est une arnaque. Ça ne compte pas pour la retraite, PSA nous

prépare des retraites de pauvres avec nos salaires actuels. La prime est payée grâce à des augmentations générales qu'on n'a pas. Et celles-ci rétrécissent pour devenir microscopiques : +1,7 % d'augmentation générale en 2019, +1,6 % en 2020, +0,8 % en 2021...

Un mirage... ça se dissipe

En 2020, PSA a fait 2 milliards de profits, on a eu 2 600 € nets de prime intéressement-participation. Selon la presse, PSA se prépare à annoncer 10 milliards, aura-t-on 5 fois plus de prime ? Bien sûr que non. La direction avec ses syndicats complaisants changent les règles d'attribution à la baisse dès que ça l'arrange. De toute façon une vraie augmentation générale ce sera toujours mieux car on la conserve, la prime peut tout à fait être de 0 € comme certaines années.

Il faudra leur crier pour se faire entendre

Au Ferrage, la direction commence à parler aux ouvriers professionnels PSP de « volontariat » les samedis après-midi, de changements d'horaires et de travail pendant les pauses. On la voit venir avec ses gros sabots. Si elle veut plus de production, ça ne se fera pas sur notre dos, elle n'a qu'à embaucher.

La « générosité » PSA, toujours bien calculée

Au Montage, la direction vient d'annoncer pour le 1^{er} mars le renvoi des travailleurs d'ANRH (une entreprise pour la réinsertion des handicapés). Ces travailleurs étaient très mal payés, pire que nous, certains étaient des intérimaires valides que ANRH faisait travailler à PSA. Une belle hypocrisie : intéressés par des subventions et une belle image, les patrons de PSA et de ANRH ont exploité des travailleurs, handicapés ou pas, dont PSA se débarrasse maintenant, pour supprimer des postes. C'est révoltant.

Les mannequins en boîte de nuit

En Peinture, aux cordons, après le pas 11, pour assombrir la zone, une immense bâche bleue a été installée, le tout avec une lumière flash qui clignote. Le but est d'essayer de détecter des problèmes sur les mannequins portant des bacs batteries.

La direction ne se donne aucun moyen, elle improvise ses installations comme sur un dance floor !

On ne veut pas de H+... mais de vraies augmentations

En février et début mars, la direction prévoit 5 samedis et 2 dimanches travaillés, des H+ en équipe de nuit et du travail pendant la pause (GJP) plusieurs fois par semaine... en même temps, on a eu à plusieurs reprises le numéro vert. C'est quoi la logique ?

Avec ça on se paie... un Kebab ?

En janvier, on a 100 € de la prime inflation (payée avec nos impôts). 100 € ça fait 8,33 € par mois. Ce qu'il nous faut c'est une augmentation de 400 € tous les mois, et payée par les milliardaires de chez PSA !